

Examen de mi-mandat du Cadre stratégique sur le financement communautaire

Comparaison des énoncés de politique de 2020 et de 2026 – Pièce 3

Dans la mise à jour de 2026, les critères d'admissibilité des demandeurs, les dépenses admissibles et non admissibles, les critères d'évaluation ainsi que les exigences en matière de rapports et de suivi ont été normalisés et appliqués de manière uniforme à l'ensemble des volets de financement, remplaçant les variations propres à chaque volet qui existaient en 2020.

Secteurs	Déclarations de la politique de 2020	Déclarations de la politique de 2026
Volets de financement	Trois catégories dans six volets : - Financement de la viabilité; - Financement communautaire (financement des projets et des événements civiques); - Financement des besoins émergents et urgents (immobilisations, besoins émergents et financement d'urgence).	Sept volets : - Financement de viabilité; - Financement de projet; - Financement des interventions communautaires (ce qui s'appelait auparavant le « Financement des besoins communautaires émergents); - Financement d'urgence - Financement des événements civiques; - Financement de la sécurité et du bien-être des collectivités (nouveau); - Financement du Plan relatif aux personnes âgées (nouveau).
Financement des infrastructures	Volet indépendant obligeant à verser une contribution complémentaire de 50 %	Volet supprimé comme source de financement indépendante; les dépenses en immobilisations mineures sont recevables dans tous les autres volets.

Secteurs	Déclarations de la politique de 2020	Déclarations de la politique de 2026
Financement des interventions communautaires	Financement des besoins communautaires émergents; financement consacré aux quartiers prioritaires de la localité (en excluant implicitement la zone rurale)	Renommé « Financement des interventions communautaires »; mandat élargi pour inclure les situations urgentes et sensibles au facteur temps, y compris dans les communautés rurales. La Ville se réserve le droit, sous réserve de la disponibilité budgétaire, de solliciter des demandes pour des initiatives qui contribuent à l'atteinte des priorités du Conseil et des objectifs des programmes municipaux.
Gouvernance et pouvoirs	Pouvoirs délégués au gestionnaire des Services des initiatives avec les partenaires et les intervenants ; pouvoir permettant de transférer des fonds entre des volets	Pouvoirs délégués individuellement à la directrice de la sécurité et du bien-être dans les collectivités, des politiques et de l'analytique et à la gestionnaire de programme, développement social et du financement Pouvoirs permettant de réaffecter des fonds et d'en ajouter dans des accords existants sans lancer de demande de propositions publique

Secteurs	Déclarations de la politique de 2020	Déclarations de la politique de 2026
Conditions d'admission	Exigences variées selon les volets Les demandeurs peuvent être des organismes à but non lucratif ou des organismes de bienfaisance enregistrés Le parrainage est permis dans certains volets Le financement en immobilisations exigeait la propriété ou un bail à long terme	Clarification des exigences relatives au statut d'organisme sans but lucratif (OSBL), aux conseils d'administration et au "bon état" La désignation d'organisme de bienfaisance a été retirée — les organismes de bienfaisance sont des OSBL constitués en personne morale. Les demandeurs doivent être un OSBL depuis 2 ans ou plus, ou être parrainés par un OSBL existant depuis 5 ans ou plus, pour tous les volets, avec des exceptions propres à certains volets : Financement des événements civiques : L'incorporation n'est pas requise Financement de viabilité: OSBL depuis 5 ans ou plus; le parrainage n'est pas permis Financement du Plan relatif aux personnes âgées : Les services municipaux sont admissibles
Irrecevabilité	Conditions variées dans les différents volets	Nouveau : Associations d'amélioration commerciale
Dépenses recevables et irrecevables	Conditions variées dans les différents volets	Conditions élargies pour les dépenses irrecevables : - clause sur les conflits d'intérêts; - transactions avec des entités apparentées; - primes du personnel; - sommes à verser à d'autres ordres de gouvernement.

Secteurs	Déclarations de la politique de 2020	Déclarations de la politique de 2026
Rapports obligatoires	États financiers non vérifiés autorisés pour les demandes de financement de moins de 25 000 \$	Seuil porté à 50 000 \$ On a apporté des précisions sur les rapports non vérifiés obligatoires.
Critères d'évaluation	Conditions variées dans les différents volets	Nous avons simplifié et augmenté les critères de l'équité des populations prioritaires .
Appendice des définitions	Les définitions ont été reproduites dans l'appendice B.	Nous avons supprimé l'appendice et reproduit les définitions dans l'ensemble du document pour en faciliter la consultation.